

Sommaire

Introduction.....	2
<i>The issue is not the issues</i>	2
Le contexte : des temps difficiles et une triple crise	3
Les discours de la gauche	5
Investir dans notre avenir.....	7
Education, education, education.....	8
Le renouveau industriel.....	9
Les infrastructures	10
La contrainte budgétaire	11
L'Europe.....	12
La République exemplaire : la justice sociale	13
La République exemplaire : la puissance publique exemplaire.....	13
La République exemplaire : la justice.....	15
Répondre à la demande de sécurité.....	15
L'exercice de la démocratie	16
Conclusion	17

Introduction

- Je remercie Olivier Ferrand d'avoir eu la gentillesse de m'inviter à cette plénière du Comité d'Orientation Scientifique de Terra Nova, en ouverture d'une journée d'un tel niveau.
- Je n'aurai malheureusement pas l'occasion de rester jusqu'au bout et devrai à la fin de notre réunion, pour retourner à Montbéliard où j'étais hier – cantonales obligent. C'est là la dure vie d'un élu – que je ne souhaite pas à grand monde en ce moment !
- Olivier m'a demandé de venir vous donner ici ma vision de 2012. J'ai – sur ce sujet et quelques autres – « commis » un ouvrage que j'espère de bonne qualité et qui devrait paraître début mai. J'en profite donc pour lui faire un peu de publicité, si tant est que vous trouviez un certain intérêt à mon propos de ce matin.

The issue is not the issues

- **Le premier point qui me vient à l'esprit, à l'orée d'une journée comme celle-ci où de nombreux sujets vont être débattus, approfondis, c'est que « *the issue is not the issues* » - comme le disent nos amis anglo-saxons.**
- Bien sur, le travail du parti, celui des think tank - de Terra Nova ou de la Fondation Jean Jaurès – est important, indispensable même. Nous aurons besoin de cette boîte à outil pour construire notre discours et surtout, le cas échéant, assumer l'alternance.
- Mais mon expérience m'apprend que celui qui remporte une élection est d'abord celui qui impose ses thèmes et sa vision de l'élection. C'était l'union de la gauche en 1981, la France unie en 1988, et nous avons gagné. Ce fut la fracture sociale en 1995, la sécurité en 2002, la réhabilitation du travail en 2007 et nous avons perdu. Toute la question est de répondre aux attentes et aux besoins de la France de 2012.
- Le PS accumule depuis deux ans les matériaux pour son projet. Les idées existent, elles sont là. La boîte à outil est bien garnie. Des intellectuels qui ne travaillaient pas auparavant avec nous le font. En revanche, ce qui nous manque, c'est la mise en cohérence. C'est de dégager de tout cela une vision, de dire comment dans ce pays nous voulons répondre aux questions économiques et sociales qui taraudent les Français. Je pense notamment aux couches populaires et moyennes. Tout l'enjeu du projet, c'est cette mise en cohérence, c'est cette mise en tension.
- Je le dis pour aujourd'hui, je le dis pour demain : une boîte à outil est indispensable, mais c'est la mise en musique qui fait le projet. Il faudra donc angler autant que possible notre approche, éviter les trop longs catalogues et les synthèses qui ménagent tout le monde mais ne contentent

personne.

C'est pour cela que j'ai quelques interrogations sur le statut de la convention du projet qui s'annonce. Si c'est pour définir les cadres d'une boîte à outil, dans ce cas elle sera utile. Si c'est pour écrire le projet du candidat socialiste avant qu'il ne soit désigné, alors cela n'a, dans la Ve République, aucun sens. On sait ce qu'il est arrivé de notre dernier projet et de la candidate qui était supposée le porter.

Le contexte : des temps difficiles et une triple crise

- **Le deuxième élément, c'est le contexte dans lequel je vous parle.** Vous aurez remarqué qu'il a quelque chose de spécial. Je pense bien sûr à l'irruption du Front national et de Marine Le Pen dans le débat politique.
- Comprenons-nous bien. Non, je n'accorde pas un crédit illimité au fameux sondage Harris Interactive qui la place en tête quel que soit le candidat socialiste face à elle - il a d'ailleurs été démenti par les sondages parus depuis. Mais, oui, je crois que la dynamique actuelle du FN est significative d'une tendance de fond qu'il nous faut prendre en compte sous peine de risquer une désillusion terrible le moment venu.
- Je vous parle ici en connaissance de cause, ayant vécu le 21 avril 2002 de l'intérieur, dans l'équipe de Lionel Jospin, et sur mon territoire très « frontiste ».
- Pour analyser cette montée du Front national, il faut, je crois, remonter aux craintes des Français, au sentiment de déclin qui les anime. C'est un axe structurant du contexte politique de l'élection de 2012. Il sous-tend nombre de nos réflexions individuelles et collectives. L'analyser est une condition sine qua non de la construction d'un discours porteur. C'est pourquoi je voudrais m'y arrêter quelques instants avant de vous donner ce qui, de mon point de vue, doit être notre chemin.

Je veux ici souligner les conséquences psychologiques d'une triple crise.

- **Economique tout d'abord :** c'est quasiment depuis 1974 que la France est en dépression. Notre modèle économique n'a pas supporté le premier choc pétrolier : le chômage, la stagnation du pouvoir d'achat, la perte de confiance dans l'avenir ont marqué ces trente dernières années.

Le chômage tutoie aujourd'hui les 10%.

La dette explose : entre 1975 et 2010, elle est passée de 900 à plus de 25 000 € par Français.

Dans le meilleur des cas, les Français ont intégré ces difficultés. Dans le pire, ils les subissent. On estime que pour 15M de salariés les fins de mois se jouent à 50€ près !

Cette situation, je la connais bien, pour être élu du Pays de Montbéliard, terre d'industrie durement touchée par les crises depuis 1974.

- **La deuxième crise est démographique** : la France entre dans la crise de la quarantaine.

Entre 1975 et aujourd'hui, l'âge médian de la population française est de fait passé de 30 à presque 40 ans. On n'a, à ces deux âges, ni les mêmes priorités, ni les mêmes projections.

Certes, notre situation reste appréciable au regard de celle de beaucoup de nos voisins, mais elle est traversée par une lame de fond dont on ne doit pas sous-estimer les conséquences en termes de projection et d'approche politique.

- **La dernière crise perçue par les Français, plus abstraite, renvoie à un sentiment de dépossession, à la sensation d'un monde qui leur échappe.**

C'est vrai du quotidien lorsqu'ils regardent le 20h de TF1 : ils sont – ou pensent être – ballotés par les décisions discrétionnaires d'actionnaires anglo-saxons, indiens ou chinois situés à des milliers de kilomètres.

C'est également vrai de leur force collective : la France n'a plus le rayonnement international qu'elle connaissait il y a quelques dizaines d'années et qui continue d'imprégner notre inconscient national. On comprend, au passage, que la dégradation considérable de l'image de la diplomatie française sous l'ère Sarkozy n'a pas que des conséquences extérieures !

« Il faut, disait un certain général de Gaulle, parler aux Français de grandeur, sinon ils retournent aux pantoufles et à la soupe ». Ses successeurs ont diversement su apprécier cette recommandation...

L'Europe, on l'a vu, n'a pas su - ou pas pu - compenser cette perte. Elle apparaît plutôt comme un objet encore non identifié, lointain et – pire – aussi bureaucratique que détestable.

Cette dernière crise est enfin amplifiée par la crise écologique, à travers l'apparition de l'urgence écologique et la médiatisation du réchauffement climatique. Là encore, impression d'impuissance et de dépossession.

- **Il y a, dans cette triple crise, les germes de la situation actuelle, de cette désespérance et de cette cassure qui conduit à l'extrême-droite mais également – il ne faut pas l'oublier – à l'écho que rencontrent les propos poujadistes et anti-élites de Jean-Luc Mélenchon (« Qu'ils s'en aillent tous »)**
- Il n'y a là rien que de très humain : une population qui peine à se dessiner un horizon collectif se replie sur elle-même. Or, quelle perspective, quel *story telling* aujourd'hui pour les Français ?
- Nicolas Sarkozy, un temps, a pu paraître incarner une voie pour la France faite de valeurs

retrouvées et de volontarisme politique. L'imposture a été révélée, et il se retrouve aujourd'hui au plus bas, complètement décrédibilisé.

- Mais il faut également reconnaître que l'échec de la pensée libérale qui a dominé les années 2000 n'a pas été compensé par la gauche. Je vous invite, sur ce sujet, à lire l'excellente intervention de David Miliband devant la London School of Economics mardi dernier : « pourquoi la gauche européenne perd-elle les élections ? »
- Les difficultés actuelles de la social-démocratie ont ouvert la voie à la montée de l'extrême droite et à la victoire silencieuse du *Monstre doux* de Raffaele Simone.

Dans la « débâcle », chacun veille à protéger ses intérêts propres.

Les discours de la gauche

- **Face à cette situation, quel discours tient la gauche, en particulier le Parti socialiste ?**
- **La première chose qui me vient à l'esprit est le jeu défensif dans lequel nous nous enfermons souvent.** Nous sommes mis sous pression par deux forces qui nous sclérosent :
- L'individualisation des esprits, la fin de la société d'appartenances. Cette évolution sociologique profonde fragilise le compromis social-démocrate sur lequel nous avons fondé notre approche politique.

Le consensus selon lequel l'action de l'Etat-providence est bénéfique à chacun – et pas seulement collectivement - est mis sous tension.

- L'érosion des marges budgétaires. Nous n'arrivons plus, dans un cadre économique contraint, à retrouver les marges de manœuvre nécessaires à notre credo social
- Le résultat est que nous nous trouvons renvoyés à des politiques de replâtrage et à une rhétorique sclérosée. J'en veux pour preuve les thèmes qui irriguent le débat : « démondialisation », « politique du care », « justice fiscale »... tout cela est bien sûr nécessaire, mais nous passons notre temps – et nos discours – à défaire et à réparer.
- **Il y a particulièrement deux écueils politiques que je souhaite que nous évitions :**
 - i. Celui qui promettrait aux Français une « calinothérapie » améliorée face aux agressions du monde extérieur
 - ii. Celui d'une politique jusqu'au-boutiste, plus royaliste que le roi, qui ferait de l'austérité budgétaire - plus douce parce que de gauche – le cadre de notre action future
- **Je vois là autant d'impasses**

- i. La première parce qu'elle néglige l'évolution d'une société qui rejette profondément ce qu'elle assimile à de l'assistanat.

Les Français sont conscients des impératifs budgétaires, et ne sont pas prêts à accepter des hausses d'impôts – fussent-elles ciblées – trop importantes.

- ii. La seconde, car nos concitoyens préféreront toujours « l'original à la copie ».

Il ne suffira pas de dire que nous sommes de gauche pour faire passer le message d'une « rigueur light », mâtinée d'une dose de justice supplémentaire.

Je crois par ailleurs une telle politique mortifère, tant politiquement qu'économiquement.

- Aucune de ces solutions ne donnera un horizon à notre économie, ni ne nous permettra de renouer avec la confiance. Car c'est bien de cela qu'il s'agit : sortir de la crise de confiance et de projet que nous traversons.

Aussi estimables que soient leurs buts, les perspectives qui se dessinent dans le discours des uns et des autres semblent acter intrinsèquement le déclin.

- **Quel chemin proposer, qui dessine un autre avenir ?**

- **Je suis, pour ma part, persuadé de trois choses :**

- i. **D'abord, que l'enjeu de la prochaine élection présidentielle est d'abord économique. Social et économique certes, mais économique avant d'être social.** Les Français attendent un projet et un leader capable de les sortir de la crise actuelle. C'est, avant les autres questions, le premier sujet.

C'est sur cette crédibilité, sur cette compétence que se jouera l'élection.

- ii. **Ensuite, qu'il nous faut renouer avec une politique de croissance.** Celle-ci sera écologique et socialement plus juste, certes, mais elle devra s'appuyer d'abord sur une croissance économique.

Car ne nous leurrions pas : sans nouvelle croissance, donc sans rebond de l'emploi, rien ne sera possible.

Sans nouveaux emplois, il n'y aura pas de perspectives pour la jeunesse.

Sans nouveaux emplois, il n'y aura aucune garantie possible d'un niveau décent de retraites et d'un système de santé digne de ce nom.

Sans nouveaux emplois, il deviendra illusoire de croire maintenir le niveau des services publics, de mieux doter l'éducation nationale ou la justice.

Sans une baisse de chômage, inutile d'espérer de vraies revalorisations salariales et un rapport de force plus favorable aux salariés et au pouvoir d'achat.

iii. enfin qu'il y a, en France, une attente forte de justice sociale, de services publics réservés, de valeurs retrouvées, en un mot d'une République refondée.

C'est pourquoi les deux piliers de ma vision sont la nouvelle croissance et la République exemplaire.

I) La nouvelle croissance

Investir dans notre avenir

- **Le débat s'est, depuis quelques semaines, focalisé sur la question du coût du travail. J'y vois là une imposture intellectuelle de la droite, un credo libéral anachronique.** Je ne rentrerai pas ici précisément dans ce débat, mais nous pourrons y revenir dans les questions si vous le souhaitez.

Je me contenterai de souligner l'ironie qu'il y a – pour un ancien ministre du gouvernement Jospin – à voir l'Allemagne élevée sur un tel piédestal. Je me souviens de regards plus condescendants il y a de cela moins de dix ans. En 1998, le différentiel de croissance en faveur de la France était de 1.5 point !

Ce débat a néanmoins quelque chose de positif : il doit nous permettre de rappeler qu'en juin 2007, immédiatement après l'élection de Nicolas Sarkozy, le taux de chômage était de 7,8% en France et de 8,1% en Allemagne. 4 ans plus tard, nous sommes à 10 et 6,3%. Avec la même monnaie, la même notation de la dette, la même relance budgétaire et – prétendument – une fantastique ministre de l'économie ! Quelques responsabilités se dessinent...

Dans le contexte de crise que nous connaissons aujourd'hui, caractérisée à la fois par une demande atone et de faibles gains de productivité, je suis persuadé que nous devons impérativement privilégier la croissance, l'investissement et le progrès technologique.

Le principal problème de l'économie française réside, selon moi, dans le sous-investissement chronique qui affecte son appareil productif.

Je crois donc que la première de nos priorités doit être d'investir dans notre avenir. Olivier sera heureux de m'entendre tenir ce discours : il a signé, il y a quelques semaines, une tribune sur ce thème avec Bruno Palier.

Je crois qu'il y a là le ferment d'un discours et d'une politique porteurs, résolument de gauche,

qui peuvent constituer le socle d'une politique économique de croissance.

- **C'est justement parce que je ne mésestime pas les enjeux de compétitivité que je soutiens que le gouvernement se trompe.**

La montée en puissance des contraintes budgétaires ces trente dernières années a asphyxié les investissements de l'Etat Français : pour 97%, le budget de ce dernier est un budget de fonctionnement ! Les régions et les autres collectivités n'ont que partiellement pris le relai.

Les économistes Wyplosz et Delpla ont chiffré à 400 milliards d'euros le retard cumulé d'investissement de la France.

Résultat : il manque 1 à 2 points de PIB (20 à 40 Mds d'€), non pas en une fois mais par an

- i. pour maintenir la France dans le peloton de tête des pays les plus développés
- ii. pour assurer la justice sociale dont notre modèle de développement se prévaut.

- La France vieillit. C'est vrai de sa population, mais aussi de son appareil productif. J'en veux pour preuve l'âge de nos programmes structurants :

Airbus : 1970 / le nucléaire : de la fin des années 1960 jusqu'à la fin des années 1980 / TGV : années 1970-80 / Arianespace : 1973

Ils restent des atouts considérables, des viviers d'emplois importants, mais sont de plus en plus copiés et concurrencés. Il n'y aura pas le renouvellement suffisant pour compenser la perte des industries qui ont déjà en partie disparu (textile, métallurgie) ou sont en difficulté.

- **Je souhaite donc que la gauche, dès 2012, lance un programme d'investissement sur 10 ans pour mettre en œuvre dès son arrivée au pouvoir les investissements nécessaires à cette nouvelle croissance.**
- Il faudra, pour cela, identifier des mesures qui soient à la fois riches en emplois, compatibles avec la transformation écologique de notre société et socialement justes.

Je vois, pour ma part, trois secteurs prioritaires : l'éducation, l'industrie, les infrastructures.

Sans trop rentrer dans les détails, je veux ici vous en dire deux mots.

Education, education, education

- Dans les années à venir, plus de la moitié des nouveaux emplois créés nécessiteront un niveau de formation supérieur au baccalauréat. Nos performances économiques dépendront de notre capacité à répondre à ce défi majeur.

▪ **Pourtant, la France, à tous les niveaux, accumule du retard.**

- i. C'est vrai de l'enseignement supérieur : les classements internationaux indiquent souvent que nous sommes distancés
- ii. C'est vrai également de l'enseignement obligatoire : la performance des écoliers français est inférieure à la moyenne de celle des pays de l'OCDE !

▪ **Investir dans l'éducation est un impératif économique, mais aussi social** : je pense aux 150 000 enfants qui sortent chaque année du système scolaire sans qualification.

Ils sont bien sûr très majoritairement issus des couches les moins aisées. Le consensus social est fragilisé autour de ce qui était un pilier de notre société : la méritocratie républicaine.

▪ Notre ambition pour l'école devra se fonder sur un principe simple : exiger de l'école qu'elle fasse réussir tous les élèves.

Les comparaisons internationales sont très claires : les systèmes les plus performants sont également les plus égalitaires. Autrement dit, moins il y a de mauvais élèves, plus il y a d'excellents élèves.

Les réformes nécessaires sont techniques, longues à mener. Je me contenterai donc d'insister sur deux points :

- i. Faire émerger un bloc unifié de la scolarité obligatoire dont l'objectif soit la maîtrise d'un socle de compétence, avec un enseignement préservé de toute compétition.
- ii. Stopper l'hémorragie mise en place par la droite et augmenter notre taux d'encadrement, parmi les plus bas de l'OCDE en primaire et dans l'enseignement supérieur.

▪ **J'ajouterai un dernier point, qui me semble très important : celui du contrat passé avec les enseignants.** Le désamour qui frappe la profession est terrible. Or, on ne m'enlèvera pas de l'idée qu'un pays qui n'aime pas ses enseignants est un pays qui va mal.

Je n'ignore pas l'inertie de la profession, mais aucun renouveau ne sera possible en France sans un nouveau contrat passé entre l'école (et ses premiers représentants) et la Nation.

Il devra être fondé sur la confiance – et sur la responsabilité qui va avec. Il nous faut redonner du sens au métier d'enseignant.

Le renouveau industriel

▪ **Le deuxième axe d'investissement, c'est l'axe industriel.** Malgré toutes les prophéties sur la tertiarisation de l'économie, l'industrie reste structurante pour notre économie et indispensable à

l'innovation et à la compétitivité.

Je rappelle qu'elle concentre 85% des dépenses de R&D des entreprises.

- **Sa viabilité est aujourd'hui sous pression. Deux domaines peuvent lui donner un souffle nouveau.**

- i. L'industrie liée au développement durable

- ii. La santé

- **Pour prendre le tournant de l'éco-industrie, nous devons lui donner un cap et des objectifs clairs, ainsi qu'une feuille de route.**

Le cap, pour moi, doit nous conduire au-delà des dispositions du Grenelle, à nous engager à ce que 40% de notre consommation finale d'énergie soit issue des énergies renouvelables en 2040.

Les actions à mener sont diverses selon les secteurs : il peut s'agir d'industrialiser et de professionnaliser certaines filières comme celles de l'efficacité énergétique ou le recyclage, ou d'investir dans la recherche et l'innovation pour créer des pôles de compétence. Je pense dans ce dernier cas, à certaines énergies renouvelables ou à la voiture hybride.

Quoi qu'il en soit, il faudra de la ténacité, pour éviter de reproduire la catastrophe du photovoltaïque, tué par la volte-face du gouvernement.

- **Dans le cas de l'industrie de la santé, l'approche est un peu différente.** En deux mots, il s'agit de réfléchir à front renversé, d'envisager le vieillissement de la population autant comme une charge que comme une opportunité économique.

Les dépenses seront en effet considérables... reste à savoir qui en profitera ! Il y a là de vraies opportunités industrielles, dans un secteur qui constitue encore une force, puisque notre balance commerciale est positive de 6 Mds d'€.

Or, les investissements en recherche ne cessent de baisser, en dépit de niveaux élevés de rentabilité. Je souhaite donc que nous relançons la machine pour arrêter l'érosion du nombre de brevets déposés par l'industrie pharmaceutique française.

Les infrastructures

- **Dernier axe d'investissement, celui des grands projets.** L'arrêt de notre politique d'investissement dans les transports depuis le début des années 90 a eu un effet délétère, tant sur le développement économique que sur le quotidien de nombreux français.

Je souhaite que nous relançons la machine.

- **Pour un keynésien, vous allez me trouver terriblement anachronique !** Pas tant que ça : des investisseurs aussi célèbres que Warren Buffet ont annoncé des prises de participation record dans des fonds finançant des infrastructures (26 milliards de dollars) ; la Chine a annoncé un plan d'investissement de 100 milliards de dollars par an pendant 3 ans...

Nous ne sommes bien sûr pas au même niveau d'équipement que la Chine. Mais il existe nombre de projets de valeur, de la LGV Aquitaine au Grand Paris. Je veux que nous nous donnions les moyens de leur réalisation.

Les emplois à la clef sont ceux impliqués par la réalisation de ces infrastructures, mais surtout ceux qu'elles rendront possible.

J'en veux pour preuve l'arrivée du TGV Rhin-Rhône à Montbéliard (emplois + aire urbaine).

- Dans la même veine, je souhaite que 80% du territoire soit au plus vite couvert par la fibre optique. L'Etat a les moyens d'agir, je pense notamment à la participation qu'il détient dans le capital de France Télécom.

Voilà l'action d'un Etat moderne, qui ne peut pas tout mais doit poser le socle du développement économique.

Deux mots sur les éléments de contexte :

La contrainte budgétaire

- Education, éco-industrie et industrie de la santé, infrastructures... voici les piliers sur lesquels me semble devoir se bâtir notre stratégie d'investissement dans l'avenir.

C'est le premier angle – offensif - que je veux donner à notre campagne.

Je suis conscient de ce que cela signifie :

- **D'abord en termes budgétaires :**

Pour investir, il nous faudra emprunter. Or, je connais trop l'importance des marchés financiers et l'image de la gauche pour négliger le risque d'une peur de défaut sur la dette française.

Pourtant, sans nouvel emprunt, il nous sera impossible de trouver les ressources nécessaires pour investir.

Il nous faudra donc élaborer un plan de financement extrêmement rigoureux et sélectif : concevoir un vrai « business plan », avec une trajectoire budgétaire précise.

Il nous faudra clairement isoler, dans le calcul de l'endettement, ce qui relève des

investissements de ce qui a trait au fonctionnement.

L'Europe

- **Il nous faudra également batailler pour arracher l'adhésion de l'Allemagne, et plus largement de l'Europe, à l'émission de dette européenne pour financer cet investissement.** Sans cela, impossible d'offrir aux marchés la crédibilité et la surface nécessaire au maintien de taux d'intérêts bas, donc compatibles avec un coût d'emprunt acceptable.

Ce sera, à n'en pas douter, une manœuvre ardue. Mais indispensable.

- **Cette dimension européenne**, on la retrouve partout. Dans cette question de la dette, bien sûr, mais aussi dans l'investissement.

Quelque soit le thème évoqué - transports, industrie, recherche,... -, seule l'Europe est en effet en mesure d'apporter l'investissement et le pilotage nécessaires à la coordination et à la réussite d'une stratégie de nouvelle croissance.

Seule l'Europe est capable de mettre en place les cadres d'une régulation efficace de la finance.

Je ne l'aborderai pas ici spécifiquement, mais l'Union européenne sous-tend l'ensemble de ma réflexion.

II) La République exemplaire

- **J'ai en outre conscience qu'un tel plan d'investissement signe un retour en force du volontarisme d'Etat.** Or, la légitimité-même de l'Etat et de l'action publique a été mise à mal par le quinquennat de Nicolas Sarkozy.

Le détricotage économique de l'Etat et la déliquescence de ce qui fait sa respectabilité et sa légitimité sont les deux bouts d'une même inconséquence.

C'est pourquoi j'en appelle à une éthique de la République exemplaire.

C'est, après l'investissement, le deuxième pilier de ma vision pour 2012.

Cela s'applique à tous les domaines de l'action publique : la justice sociale, les services publics, la justice et la sécurité, l'exercice de l'action publique, la culture.

Pour en parler, j'évoquerai cinq dimensions :

La République exemplaire : la justice sociale

- **Nous ne ferons pas accepter aux Français un plan massif d'investissement et les réformes nécessaires sans que chacun s'accorde à ce que l'effort soit justement réparti.**

C'est une question de justice. Mais c'est également la base de la pédagogie de groupe !

Tout a été dit sur la politique de Nicolas Sarkozy en la matière, sur l'indécence du bouclier fiscal par exemple. Cette politique clientéliste est indigne, car elle mine le consensus social et questionne la légitimité de l'action publique.

- **C'est pourquoi j'insiste depuis longtemps, avec d'autres, sur la création d'un grand impôt citoyen fusionnant l'impôt sur le revenu et la CSG.** Celui-ci devra être prélevé à la source et surtout rétablir une progressivité réelle.

Nous avons, avec le travail remarquable de Camille Landais, Thomas Piketty et Emmanuel Saez, la base technique d'une réforme d'envergure. Bien sûr, des points seront à préciser politiquement. Je pense à la fin du quotient conjugal par exemple. Mais nous avons la matière pour une réforme d'ampleur, de gauche, du système fiscal français.

- **Par justice sociale et République irréprochable, je pense aussi au sort que nous faisons à nos banlieues.**

Les quartiers difficiles abritent près de 6 millions d'habitants, parmi lesquels un habitant sur trois et un mineur sur deux vivent en-dessous du seuil de pauvreté. Un enfant sur deux !

Ils concentrent les inégalités sociales et territoriales (manque de transport, absence de services publics), sans qu'aucun gouvernement, de droite comme de gauche, n'ait réussi à enrayer le processus depuis 40 ans.

Comment la République peut-elle tolérer de telles inégalités ? Je l'ai dit à plusieurs reprises, dans un budget contraint, une politique d'égalité réelle devra cibler l'essentiel de ses moyens sur les plus faibles. Je crois qu'il y a là une priorité très claire.

Sortir de cette spirale infernale – et des sempiternels « Plan Marshall pour les banlieues » annoncés par le gouvernement - requiert une intervention ciblée et coordonnée : rénovation urbaine, emploi, mais aussi péréquation entre les territoires. J'y travaille avec mon ami François Pupponi.

La République exemplaire : la puissance publique exemplaire

- **Une telle réaffirmation du rôle de l'impôt et des devoirs de l'Etat n'est pas innocente.**

Elle dessine en creux les lignes rouges d'une éthique socialiste du vivre-ensemble.

Mais elle n'est pas non plus un blanc-seing : elle n'est acceptable que si les contribuables sont persuadés de l'efficacité et de la justesse de l'utilisation des crédits publics.

Dans ce sens, les socialistes, s'ils sont les premiers défenseurs de l'intervention publique, doivent se faire les premiers avocats de son efficacité.

Nous aurions tort de laisser le discours sur la modernisation de l'Etat et de la fonction publique à la droite.

Refusons tout conservatisme, soyons au contraire audacieusement réformistes : l'action publique, et son corollaire fiscal, pour être légitimes, doivent être en mesure de prouver leur efficacité et leur justesse.

De grâce, ne revenons pas à nos erreurs passées. Par cette nature de compromis, la social démocratie a été trop complaisante avec la finance mondiale, trop silencieuse sur l'efficacité du service public.

Je souhaite que nous retrouvions une éthique d'action et de réflexion plus rigoureuse.

- **Il ne s'agit pas, bien sûr, de faire l'éloge de la RGPP.** On sait ce qu'il faut en penser : les objectifs louables du départ se sont fondus dans un seul mot d'ordre : les réductions d'effectif. Avec les conséquences que l'on sait.

Il faut donc l'arrêter, en faire un bilan et réorienter le chantier de modernisation de l'Etat.

Nous devons pour cela systématiser l'audit des politiques publiques et l'instauration d'indicateurs clairs, partagés et publics pour chacune des décisions prises par le pouvoir politique et des actions de l'administration.

C'est un impératif d'efficacité mais également de démocratie.

- **Pour un service public exemplaire, il faudra également qu'en tant qu'employeur, l'Etat soit irréprochable.** Comment la puissance publique pourrait elle en effet être crédible dans son discours social à l'encontre des entreprises et des citoyens, si elle-même ne respecte pas certains principes fondamentaux ?

Je pense au recours aux contrats précaires et à la gestion prévisionnelle des emplois publics par exemple.

La République exemplaire : la justice

- **La justice et de la sécurité.** Ils sont un champ de confrontation des citoyens avec la respectabilité et l'efficacité de la puissance publique.
- Il y a là un chantier majeur, dans un domaine sinistré par l'irresponsabilité du Président de la République et le manque de moyens.

Je n'aurais pas assez de la journée pour faire la liste de ses manquements. Tout juste soulignerai-je qu'en plus de sa conception très particulière de la séparation des pouvoirs, le Président a lamentablement échoué en termes de résultat.

Recrédibiliser l'action publique passera par un changement radical de la pratique politique en matière de justice et de sécurité, mais également une politique vraiment efficace de lutte contre l'insécurité.

- **D'un point de vue institutionnel, nous devons respecter l'indépendance de la justice, tant dans ses nominations que dans le cours de son rendu.**

La pratique et les engagements n'y suffiront pas. Il faudra mettre en place les mesures permettant de se prémunir contre une préemption de la justice par l'exécutif.

Le Conseil supérieur de la magistrature devrait par exemple avoir la charge de la nomination de tous les magistrats, du siège et du parquet. Son président devrait être élu par ses pairs, et non nommé par le Président de la République.

La défense des droits passe enfin par la consécration du rôle conféré à un certain nombre d'autorités administratives indépendantes, qui ont été, elles aussi, mises à mal par la droite au pouvoir.

Répondre à la demande de sécurité

- **Sur le plan de la sécurité, nous devons répondre à la demande de sécurité et de justice des couches populaires.**

Quel respect demander pour un Etat qui n'assure pas la sécurité de ses citoyens – et particulièrement des plus démunis d'entre eux ?

Jamais en effet l'Etat n'est apparu aussi impuissant. Malgré les innombrables propositions de loi et « déclarations de guerre à la délinquance », celle-ci n'a jamais cessé d'augmenter.

- Les réussites que rencontrent les socialistes sur le terrain doivent inciter la gauche à assumer son approche particulière de la sécurité, faite d'un balancement équilibré entre prévention et sanction. « *tough on crime, tough on the causes of crime* » comme disait Tony Blair.

- **Il faudra un maillage plus présent des services publics, une coopération plus poussée avec les associations et les éducateurs de terrain.** Il faudra donc surseoir à la RGPP au sein du ministère de l'Intérieur et même faire le chemin inverse, en revenant aux effectifs de 2002 au moins.
- **Il faudra enfin revenir à la police de proximité :** nous avons besoin de policiers qui connaissent le terrain, tissent des liens avec la population et peuvent entreprendre un travail de fond.
- Pour être efficace, ce renouveau devra enfin se faire dans le cadre d'une réelle décentralisation des politiques de sécurité, qui permette d'agir au plus près des besoins et du terrain.
Je pense notamment au rôle des maires dans la coordination des politiques de délinquance sur le terrain.
- Les Canadiens se sont donné dix ans pour résoudre ce problème, il serait présomptueux de laisser penser que nous pourrions le faire en quelques semaines : mobilisons la société, pour une action en profondeur, qui prendra du temps.

L'exercice de la démocratie

- **Dernier axe de la République exemplaire, celui de notre exercice de l'action publique.**

Je ne reviendrai pas sur l'ultra-présidence de Nicolas Sarkozy : c'est un sujet très sensible, maintes fois débattu, mais qui dans notre cas me paraît moins important que ce qui m'intéresse ici : la légitimité des politiques menées – les policières au sens anglo-saxon du terme – et de ceux qui les mènent au nom de courants d'idées – les politics.

C'est elle que nous devons questionner en ces temps de poujadisme latent.

Elle est - paradoxalement - beaucoup moins présente dans les débats actuels que nos questions institutionnelles. Et pourtant, les Français s'intéressent peu à la répartition des pouvoirs entre législatif et exécutif. Ils s'intéressent beaucoup plus à ce qu'ils voient comme un fossé de plus en plus large entre leurs élus et leurs préoccupations.

- **Cette interrogation combat, je lui vois trois défis principaux :** la remise en cause de l'élection comme moment unique d'expression de l'électeur, l'émergence de ce que Pierre Rosanvallon appelle la société des particularités, la décredibilisation du personnel politique.

Répondre à ces trois questions ne résoudra pas l'ensemble de la crise démocratique que connaissent les pays occidentaux. Mais ce serait déjà un pas considérable.

- **Le premier point fait écho aux difficultés de notre démocratie représentative :** l'élection

n'implique plus une légitimation a priori de l'ensemble des politiques qui sont menées ensuite.

En 2006-2007, Ségolène Royal avait su, à travers la démocratie participative, incarner une dynamique nouvelle. Il faut se pencher réellement sur cette question, développer de nouvelles manières d'échanger, de rendre compte et de faire participer les Français aux politiques menées.

Nous pouvons aller plus loin. C'est ce que j'essaie de faire à Montbéliard.

C'est vrai de la France, mais c'est vrai de l'Europe. Nous avons là un champ d'expérimentation extraordinaire, susceptible de rapprocher les citoyens de Bruxelles.

- **Le deuxième point a trait à la manière dont l'individualisation de la société doit être prise en compte notre approche des institutions.** C'est un défi pour la gauche, mais plus généralement pour le vivre-ensemble.

Nicolas Sarkozy a poussé jusqu'à la caricature le principe d'une politique de caste. Or, garantir les fondements du vivre-ensemble dans une société plus fragmentée, c'est d'abord certifier que les politiques publiques sont justement détachées des intérêts particuliers.

Dans cette optique, le développement de contre-pouvoirs, d'agences indépendantes dotées de moyens réels me semble une très bonne chose.

Cette approche doit être complétée par une gestion fine des particularismes. Comment concilier la reconnaissance des particularismes en se gardant du communautarisme ? Voilà un champ de travail extraordinaire pour un gouvernement du XXIe siècle !

- **Le troisième et dernier chantier n'est pas le moindre : il fait écho aux nombreux conflits d'intérêts, à l'entrisme des milieux d'affaires dans le monde politique.**

Je pense ici au passif de Nicolas Sarkozy, aux multiples exemples de malversations – droite et gauche confondus, mais également à la rhétorique du « tous pourris » qui se développe dans le sillage des affaires MAM ou des accusations qui concernent les Bouches-du-Rhône.

Nous devons nous montrer d'une sévérité extrême avec nous-mêmes, fut-elle judiciaire.

Sur ce point, l'attitude des parlementaires UMP – et en premier lieu de Jean-François Copé – essayant de limiter la transparence financière demandée aux députés, a été indigne.

Conclusion

- Vous trouverez peut-être que j'ai passé beaucoup de temps, pour un social-démocrate, sur la République exemplaire. Je ne le crois pas.
- **C'est, certes un impératif moral :** Nicolas Sarkozy a abimé notre République, l'image que nous

nous en faisons et que nous souhaitons renvoyer.

- **Mais c'est également un impératif social** : dans notre société de plus en plus individualisée, il est nécessaire de poser les cadres clairs de ce que doit être notre contrat social, entre la puissance publique et chacun des Français.

Demander des efforts aux Français est possible, mais cela ne pourra se faire que s'ils sont certains que leur argent est dépensé consciencieusement, et que l'Etat repli sa mission.

- **J'aurais, bien sûr, aimé aborder d'autres sujets : la culture, les relations internationales et la définition de ce que j'appelle une « Real politik de gauche », insistant sur l'eupéanisation de notre politique étrangère et le combat pour les Droits de l'Homme, la solidarité intergénérationnelle, les jeunes...**

J'aurais aimé, aussi, vous parler plus d'Europe et de développement durable. Mais vous aurez compris que ces deux thèmes innervent tout ce que je viens de vous dire.

Je n'ai pas ici eu le temps de tout vous dire. J'ai surtout voulu, conformément à ce que j'avais proposé au début, ne pas tout traiter, donner un angle vers 2012.

- **Investir dans l'avenir, réaffirmer le rôle d'une puissance publique que je souhaite exemplaire, voici mes deux piliers pour 2012.** Vous avez sans doute retrouvé dans mes propos l'écho de certains travaux de Terra Nova, mais aussi d'autres think tanks, comme la FJJ, ou des écrits de la « République des Idées » et « d'en temps réel »: c'est tout sauf fortuit, c'est l'écosystème dont nous nous nourrissons. Ensemble, nous construisons le projet pour gagner et réussir en 2012.
- Je vous remercie